

Collection “ Au Quotidien ”

DE LA JAMAHIRIYA À UNE DÉMOCRATISATION ?

**ANALYSE DU SYSTÈME POLITIQUE LIBYEN
ET DES ENJEUX D’UN CHANGEMENT DE RÉGIME**





INTRODUCTION

Depuis le début de l'année 2011, la Libye (ré)occupe le devant de la scène internationale en raison de la révolte populaire qui a renversé Mouammar Khadafi, au pouvoir depuis 42 ans. Généralement, les médias décrivent la Libye comme une dictature classique, avec à sa tête un chef entouré de son clan, confisquant la richesse du pays à des fins personnelles. Le chef dans ce cas-ci est, de par sa traditionnelle extravagance, présenté comme une personne insensée, un malade, un fou.

Mais cette vision que donnent les médias appelle différentes questions importantes. Comment un fou peut-il tenir son poste à la tête d'un pays durant 42 ans ? La Libye est-elle une dictature comme les autres ? Kadhafi a-t-il une vision pour son pays ou n'est-il qu'un simple potentat à l'image d'un Ben Ali et d'un Moubarrak ? En quoi la présente révolte en Libye est-elle comparable à celles de Tunisie ou d'Égypte ? Et enfin, quels sont les enjeux géostratégiques et économiques d'une chute du dictateur libyen ? Si l'on veut répondre à ces questions, il est important d'analyser l'histoire du règne de Kadhafi sur la Libye, la vision de ce dernier pour son pays, la politique et la société libyenne actuelle. Ce n'est qu'ensuite que l'on peut définir la nature de la révolte libyenne et des enjeux auxquels elle est associée.

DESCRIPTION ET HISTOIRE RÉCENTE DE LA LIBYE

La Libye est une ancienne colonie italienne d'Afrique du Nord, peuplée de 6.200.000 personnes, réparties essentiellement sur les zones côtières du Nord (la Libye étant à 90% désertique). Ses trois plus grandes villes sont Tripoli (sa capitale, avec 1.700.000 habitants), Benghazi (700.000 habitants) et Misrata (400.000 habitants). La Libye est en fait une nation basée sur un ensemble de 150 tribus (elles-mêmes divisées en clans). Elle est composée de trois régions : la Tripolitaine (au nord-ouest, comprenant les villes de Tripoli, Zahawiya, Misrata, Syrte et Ras Lanouf), la Cyrénaïque (à l'est, comprenant les villes de Benghazi, Tobrouk, Al Beida et Kouffra) et le Fezzan (sud-est, comprenant la ville de Ghat).

Théâtre de combats rudes entre Britanniques et Italiens/Allemands lors de la Seconde guerre mondiale, l'ancienne colonie italienne est désormais administrée par la Grande-Bretagne (qui gouverne les régions de Tripolitaine et de Cyrénaïque) et par la France (qui gouverne le Fezzan). La Libye obtient son indépendance fin de l'année 1951 et son chef d'Etat est alors le roi Idriss I^{er}. Les armées étrangères quittent alors le pays bien que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis y conservent des bases militaires.

C'est en 1969 que le capitaine Mouammar Khadafi, âgé de 27 ans, prend le pouvoir en Libye en déposant le Roi Idriss I^{er}, s'autoproclamant colonel et *Guide de la Révolution*. Cet homme, qui va devenir le chef du pays jusqu'à nos jours, est né en 1942 dans une famille de bédouins modestes vivant dans les environs de la ville de Syrte. Sa jeunesse est occupée par ses études en droit à Misrata et son activisme politique pro-Nasser. Tout au long de son règne, Kadhafi va donner l'image d'un leader charismatique pour certains mais surtout folklorique, voire *carnavalesque* pour les autres. En réalité, les prises de décisions de Kadhafi prouvaient qu'il s'agissait plutôt d'un homme intelligent, rusé, démontrant une grande connaissance des rouages sociaux de son pays. C'est à partir de cette connaissance et à l'aide d'un organisme de répression fidèle et organisé que le jeune colonel autoproclamé va pouvoir diriger le pays, déjouer des dizaines de tentatives de coups d'Etat, résister à des opérations militaires étrangères et asseoir son pouvoir sur un pays traditionnellement instable.

Dès sa prise de pouvoir, Kadhafi décide alors de moderniser la Libye, crée un certain nombre de mesures sociales (portant notamment sur les salaires), nationalise les principaux secteurs de l'économie libyenne (dont les banques) et proclame son parti, Union Socialiste Arabe (pro-Nasser), parti unique. Il va alors mener une politique indépendante vis-à-vis des anciennes puissances coloniales : il évacue les derniers colons italiens et démantèle les bases militaires étrangères (anglaises et américaines notamment). Il change le régime politique libyen en 1977 en mettant en avant le principe de *Jamahiriya* (littéralement : « état des masses »). La *Jamahiriya* signifie concrètement le remplacement des partis existants par le pouvoir direct du peuple. Les assemblées représentatives sont substituées à des comités populaires et Kadhafi n'est désormais plus le président officiel de la Libye, mais (en théorie) son « guide ».

Il va, dès les années 1970, soutenir toute force qu'il considère comme *anti-impérialiste* et sera notamment le principal soutien financier de l'ANC de Nelson Mandela. Il devient également le « sponsor » du terrorisme international en fournissant armes, argent et entraînement en Libye à différents groupes armés tels que l'IRA, la Fraction Armée Rouge, les FARC... La Libye est d'ailleurs placée en 1977 par les USA dans la liste des pays soutenant le terrorisme. Les USA bombarderont même Tripoli en 1986 et tenteront de tuer Kadhafi. Deux ans plus tard, deux avions civils (américains et français) sont victimes d'attentats terroristes et s'écrasent au sol, l'un à Lockerbie (en Ecosse), l'autre au-dessus du désert nigérien. La responsabilité de la Libye est alors mise en cause. L'ONU proclame 4 ans plus tard la mise sous embargo du pays, embargo qui s'assouplira à partir de la fin des années 1990 lorsque le colonel Kadhafi livre les *responsables* des attentats.

Kadhafi comprend que le monde a radicalement changé depuis son arrivée au pouvoir. Il réalise que sa lutte contre l'« impérialisme » américain et que son soutien aux mouvements de libération nationale de par le monde ne peut continuer comme avant et que les Etats-Unis deviennent incontournable dans un monde où, depuis la chute de l'URSS (ancien allié critique de Kadhafi¹), leur puissance devient de plus en plus hégémonique. La Libye va voir ses relations avec l'Occident se « normaliser ». Le Guide libyen va renoncer au financement du terrorisme, combattre les islamistes avec l'aide de Georges Bush et signer le

¹ L'URSS et la Libye vont en effet entretenir certaines relations (diplomatiques, commerciales, militaires...) mais pour autant, Tripoli a toujours tenu à garder ses distances vis-à-vis de Moscou (refusant d'ailleurs de voir une base soviétique s'installer en territoire libyen).

protocole de non-prolifération des armes nucléaires. Les sanctions internationales sont alors levées et Kadhafi va même s'allier aux européens (en contrant les flux migratoires d'Afrique subsaharienne transitant par la Libye) et les Etats-Unis (en aidant ces derniers à chasser les terroristes islamistes d'Al-Qaida). Il est d'ailleurs reçu avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat, notamment en Belgique (en 2004) et en France (en 2007). Il signe divers contrats avec ces deux pays, portant notamment sur l'achat d'armes légères (à la Fabrique Nationale d'Herstal en Belgique), d'avions de chasse (chez Dassault en France) et de contrats portant sur l'énergie nucléaire (chez AREVA en France). Mais sa plus grande victoire dans sa quête de respectabilité au niveau international, Kadhafi la gagnera en étant à la base de la construction de l'Union Africaine en 1999 (avec la déclaration de Syrte). Il en deviendra même le président en 2009.

Cependant, la violente répression envers la révolte populaire exercée par le *Guide Libyen* va remettre le colonel Kadhafi au ban de la Communauté Internationale et réduire à néant les efforts des dix dernières années pour paraître comme un chef d'Etat « honorable ». Cette révolte démarre le 15 février 2011 lorsque des manifestations importantes ont lieu à Benghazi, s'inspirant des mouvements populaires tunisiens et égyptiens. Elle gagne rapidement toute la Cyrénaïque : Benghazi est prise par les rebelles le 19 février en même temps qu'Al-Beida. De nombreux soldats et policiers de Cyrénaïque rejoignent les rébellions, le peuple et les soldats renégats s'arment et tiennent désormais leurs positions militairement. La révolte gagne alors toute la Libye et s'empare de nouvelles villes : Tobrouk, Misrata, Zahouia... Le régime du colonel Kadhafi tente de riposter, en rapatriant ses troupes du Fezzan sur les villes côtières et en utilisant des mercenaires soudanais et tchadiens pour contrer le mouvement populaire. Le monde occidental condamne unanimement la répression et le parti islamiste des Frères Musulmans lance une *fatwa* (avis juridique islamique) ordonnant à tout musulman de nuire (et si possible de tuer) Kadhafi s'il en a la possibilité. Les 23 et 24 février, les villes de Koufra, Ajdabiya, de Derna et les villes faubourgs de Tripoli sont prises. Kadhafi accuse alors les insurgés de Derna de vouloir établir un émirat islamiste à la solde d'Al-Qaida (ce qui est démenti par les rebelles mais pas par Al-Qaida au Maghreb Islamique, AQMI). Les insurgés passent alors à la vitesse supérieure et créent fin février le Conseil National de Transition (CNT), fédérant les différentes forces des villes rebelles. Début mars, les forces fidèles à Kadhafi reprennent les villes faubourgs de Tripoli mais perdent le port de Ras Lanouf, Ben Jawad et Brega au détriment des rebelles qui envisagent de marcher prochainement sur Tripoli. Cependant, le régime riposte et reprend le port de Ras Lanouf et

les villes de Ben Jawad, Brega et Zaouia, tandis que la France, qui avait déjà secrètement livré des armes aux rebelles, est la première nation à reconnaître le CNT comme seul représentant légal du peuple libyen. Du 13 au 16 mars, les forces loyalistes reprennent également les villes de Brega et d'Adjabiya et commencent le siège de Benghazi.

Mais le 19 mars, une coalition internationale (regroupant la France, les Etats-Unis, le Canada, le Qatar, les Pays-Bas et la Belgique) proclame, à la suite d'une résolution de l'ONU, une « zone d'exclusion aérienne ». La coalition bombarde les forces loyalistes afin, selon les puissances qui la composent, de protéger les civils libyens, en proie à de graves violences de la part des loyalistes. Cette coalition reçoit un soutien critique de la Ligue Arabe mais la désapprobation de l'Union Africaine. Fin mars, de nombreux combats ont lieu à la frontière entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Aidés par les frappes de la coalition internationale, les insurgés reprennent le contrôle des villes d'Adjabiya, de Ben Jawad et le port de Ras Lanouf, qui sera toutefois récupéré le 30 mars par les loyalistes. La situation s'équilibre au mois d'avril alors que la Russie, la Chine, l'Italie et l'Allemagne condamnent l'usage de la force en Libye, accusant Washington et Paris de ne penser qu'à leurs intérêts pétroliers alors que ces derniers n'assurent que vouloir le départ de Kadhafi, la protection des populations civiles et la défense des droits de l'homme. Des combats plus sporadiques ont alors lieu à Ajdabiya tandis que le siège de la troisième ville du pays (Misrata) par les forces fidèles à Kadhafi continue (le siège est toutefois en partie brisé le 11 mai). Pendant ce temps, les efforts de l'Union Africaine pour trouver une solution diplomatique au conflit sont rejetés par le CNT qui exige un départ immédiat et sans conditions de Kadhafi. Début mai, les insurgés commençaient à conclure des accords avec certaines compagnies occidentales afin de fournir du pétrole à la France et aux Etats-Unis, tandis que la Russie commence à changer son opinion sur l'intervention et à ne plus la considérer aussi négativement qu'auparavant.

Trois fronts différents se forment alors : Brega, Misrata (assiégée par l'armée de Kadhafi depuis février, cette dernière est toutefois repoussée de plus en plus loin de la ville) et les environs de Tripoli. Kadhafi contrôle donc encore la plupart du territoire de la Tripolitaine (avec notamment les villes de Tripoli, Zaouia, Syrte et Ras Lanouf), et le Fezzan (avec Sebha) alors que ses opposants détiennent toute la Cyrénaïque (Tobrouk, Derna, El-Beida, Benghazi, Adjabiya et Brega) ainsi que quelques territoires en Tripolitaine (comme Misrata et bon nombre de villages situés dans le Djebel Nefousa (au sud de Tripoli).

La situation se débloque toutefois avec la prise de la capitale Tripoli fin août. Le colonel Kadhafi fuit alors la capitale, ne laissant derrière lui que quelques poches de résistances aux rebelles. Dans le même temps, les rebelles reprennent la ville frontalière de Zaoura qu'ils avaient perdue juste après la bataille de Tripoli et s'emparent coup-sur-coup des villes côtières de Brega, Ben Jawad et Ras Lanouf. Les dernières villes sous contrôle de Kadhafi sont sa ville natale de Syrte, la ville-oasis de Beni Walid et Sebha. Cette dernière tombe vers la mi-septembre, obligeant les kadhafistes à se replier à l'Ouest, notamment sur la ville Touareg de Ghat. Un mois après, les forces du CNT rentrent dans l'Oasis de Beni Wallid, désertée par les forces fidèles au Guide libyen. Le dernier bastion loyaliste, Syrte, tombe définitivement le 20 août. Ce même jour, des combattants rebelles mettent la main sur Kadhafi alors qu'il tentait de fuir la ville. Il est alors tué par ces combattants. C'est également le 20 août que sont retrouvés morts Moatassim Kadhafi (chargé des opérations militaires à Brega puis Syrte) et Abu Bakr Younès Jaber (ministre de la Défense). Quelques jours après, le Conseil National de Transition proclame la libération de la Libye. Des combats sporadiques continuent toutefois à Syrte, Beni Walid et dans certains quartiers de Tripoli notamment.

LA VISION DE KHADAFI, JAMAHIRIYA ET LIVRE VERT

La vision de Kadhafi pour la Libye, la Jamahiriya, était décrite dans son *Livre Vert*, sorte de Petit Livre Rouge khadafiesque où ce dernier expose sa vision du monde, de la société, des problèmes économiques et sociaux et de la meilleure manière de gouverner un pays. Il y décrit sa théorie, qu'il veut universelle et non seulement libyenne, et qui consiste en un socialisme communautaire fondé sur le respect entre les différentes cultures (multiculturalisme) mais non sur le métissage entre ces différentes cultures (interculturalité). Cette partie analyse le rôle de Kadhafi en Libye, le mode de gouvernement, les aspects socio-économiques, la société libyenne, le panarabisme et le panafricanisme de Kadhafi et enfin le rôle des femmes et de la religion en Libye.

Durant la révolte, Kadhafi n'a eu de cesse de proclamer qu'il n'avait aucun pouvoir en Libye, le vrai pouvoir serait entre les mains du peuple. Il comparait son rôle de *guide* à une fonction symbolique, à l'image de la reine d'Angleterre. En

réalité cependant, le leader libyen gardait la main sur de nombreux leviers de pouvoir et possédait aussi énormément de droits de cooptation afin de placer des personnes de son clan ou des fidèles dans les hautes sphères du pouvoir.

Dans son Livre Vert, Kadhafi faisait l'apologie de son système de gouvernement : la Jamahiriya. Ce système, que l'on qualifierait en Europe de *pouvoir au peuple*, est fondé sur l'idée de démocratie directe, non-représentative et dénuée de tout parti politique. Kadhafi explique que la démocratie représentative n'est qu'une imposture car seul le peuple a le droit de prendre directement, c'est-à-dire sans intermédiaires, des décisions politiques. Il dénonce en fait les partis politiques comme une dictature moderne et préconise la mise en place de congrès et de comités populaires, constitués directement par le peuple. Ces derniers, avec les syndicats et les associations professionnelles, prennent leur forme définitive au Congrès Général du Peuple où se retrouvent les groupes exécutifs des congrès populaires, des comités populaires, des unions syndicales ou professionnelles. Les comités populaires, omniprésents en Libye, ont pour but d'appliquer directement le *pouvoir du peuple* et les responsables de ces comités de veiller à la pureté idéologique des libyens (à l'instar des Gardes Rouges chinois). Si le système est extrêmement novateur, Kadhafi a cependant utilisé les rouages de ce système afin d'en faire une dictature autocratique basée sur sa personne, notamment en cooptant ses partisans dans les fonctions importantes. De même, étant donné le noyautage des hautes sphères par le clan Kadhafi et l'interdiction de tout parti politique, considérés par le « Guide » libyen comme des impostures nuisibles à la démocratie (Kadhafi n'avait d'ailleurs lui-même aucun parti), l'opposition au pouvoir en place est rendue pratiquement impossible de l'intérieur. Le colonel a donc tout le loisir de faire élire ses proches (dont bon nombre de sa propre famille) et des fidèles de son régime. Il réussit en fait à faire un système de démocratie directe la mieux rodée des dictatures. Les comités populaires quant à eux, s'ils ont effectivement un pouvoir politique réel, sont en fait *noyautés* par les fidèles de la Jamahiriya et subissent une grande part d'endoctrinement. De plus, certains problèmes de gestion et de productivité surviennent couramment dans la gestion des entreprises notamment. De fait la Libye n'a d'ailleurs toujours pas réussi à construire une économie réellement efficace et ne doit sa prospérité qu'aux importants gisements de pétrole. La loi, quant à elle, est basée sur la coutume du pays et sa religion (ce qui fait du Coran la constitution officielle de l'Etat Libyen).

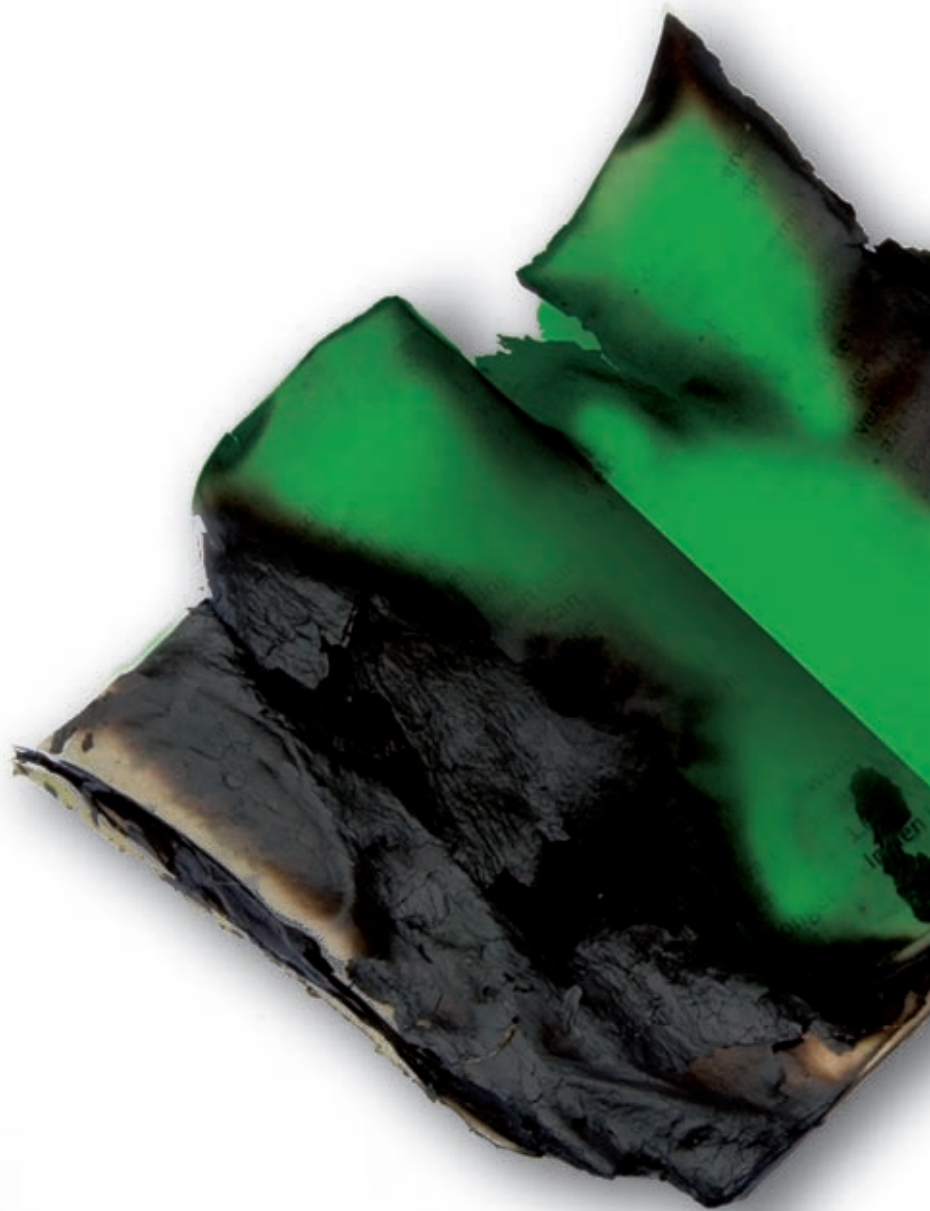
Au niveau social, Kadhafi fait, une fois de plus, le grand écart entre ce qui prévaut pour le peuple et ce qui prévaut pour son clan. En effet, la Libye peut, sous certains aspects, être qualifiée d'Etat socialiste. De fait, chaque Libyen possède son habitation et dispose des droits fondamentaux de tout citoyen (au niveau de la subsistance, de la santé et de l'éducation), bien que le taux de chômage soit relativement élevé. L'aspect socialiste tient en effet dans la volonté de progrès techniques et scientifiques, l'interdiction d'accumulation excessive de richesses et la fin du statut de domestique ou d'esclave. Ces principes valent en effet pour le peuple libyen, qui possède d'ailleurs le meilleur Indice de Développement Humain de toute l'Afrique², mais pas pour le clan Kadhafi. En effet, eux possèdent de nombreux biens et comptes en banque et entretiennent également bon nombre de domestiques³. De même, l'égalité socialiste ne concerne que les Libyens entre eux et non les immigrés installés en Libye : Maghrébins, Subsahariens ou Asiatiques. Ces derniers sont parfois traités en êtres inférieurs, le racisme anti-noir étant fort développé en Libye, et ce malgré les ambitions panafricaines du colonel Kadhafi.

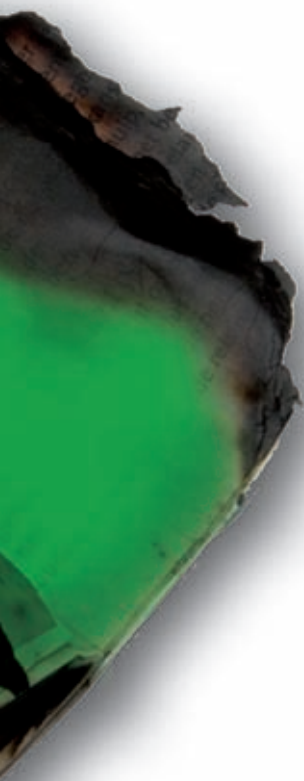
L'économie libyenne appartenait presque exclusivement à l'Etat qui mène une politique dirigiste de planification économique. Si ce système a bien fonctionné jusque dans le début des années 1980, grâce notamment aux revenus pétroliers qui ont servi à lancer les diverses mesures sociales décrites précédemment, il a cependant périclité par la suite à cause de l'embargo et de la chute des produits du pétrole. Kadhafi tentait donc de moderniser son système économique depuis quelques années, afin de le rendre plus viable sur le marché international.

Le lien social libyen est décrit largement dans le Livre Vert. Il s'appuie sur le communautarisme, basé sur la mise en valeur de la famille qui est importante pour les valeurs traditionnelles, de la tribu qui sert de paratonnerre social et porteur d'un ensemble de valeurs communes, et de la nation qui donne à l'ensemble des tribus une représentation au niveau de l'humanité. Le principal facteur d'unité de la communauté est le facteur social, c'est-à-dire le nationa-

² Le FMI, par la voix de son ancien Directeur Général Dominique Strauss-Kahn, écrivait le 15 février 2011 un rapport stipulant que «les directeurs exécutifs saluent la forte performance macroéconomique de la Libye et ses progrès dans le renforcement du rôle du secteur privé et dans la croissance dans les secteurs économiques non-liés au pétrole».

³ On se souviendra à cet égard de l'affaire Hannibal Kadhafi (fils du colonel) arrêté à Genève en 2008 pour coups et blessures volontaires envers ses domestiques.





lisme (les communautés doivent lutter pour leur unité nationale car leur survie même en dépend). Le second facteur d'unité nationale est la religion, l'Islam dans le cas libyen, qui doit être commune à tout le peuple. Chaque nation doit donc avoir sa religion de référence. La Jamahiriya libyenne affirme l'importance de la cohésion de la société mondiale sur 4 piliers : la cohésion des familles forme la tribu, celle des tribus (et des différents clans qui la composent) forme celle de la nation, et celle des nations forme celle de l'humanité. Toutefois, le renforcement d'appartenance à un échelon inférieur est néfaste pour l'échelon supérieur. Ainsi, le familialisme et l'égoïsme s'opposent à la tribu, le tribalisme s'oppose à la nation et un nationalisme fanatique va à l'encontre de l'humanité. C'est cette conception des choses, alliée à un Etat fort et au caractère extrêmement répressif qui a permis à la Libye, composée de nombreuses tribus historiquement guerrières et belliqueuses, de conserver son unité nationale.

La tribu est donc un lien social intégré et exploité par le système de Kadhafi. Dans son livre récemment paru sur le système libyen⁴, Patrick Haimzadeh remarque que, généralement, dans les médias, on signale qu'« en Libye le facteur tribal est important » sans toutefois définir en quoi il a son importance ni même ce qu'est réellement une tribu. En réalité, une tribu est un ensemble de familles au sens large du terme, se référant à un ancêtre commun dont ils portent le nom (Mouhammar Kadhafi faisait donc ainsi partie de la tribu des Kadhafa). Elle fonctionne comme un réseau de solidarité entre ses différents membres sans toutefois tuer les initiatives individuelles : on peut donc agir totalement en dehors de sa tribu. Toutefois, le soutien tribal s'avère souvent indispensable, pour trouver un emploi ou un logement notamment. L'avis du chef de tribu n'est en réalité que consultatif : il sert d'opinion et peut émettre une solution afin de régler des conflits mais sa parole n'a absolument pas un caractère obligatoire. Depuis son accession à la fonction dirigeante en Libye, Kadhafi a toujours compris l'importance des tribus pour l'unité de son pays et a toujours manœuvré afin que celles-ci cohabitent au mieux, bien que certaines (notamment celles de Cyrénaïque) s'estiment parfois lésées ou traitées de manière inégale par rapport à d'autres.

Mouammar Kadhafi a été, dès son accession au pouvoir, un partisan du panarabisme et de la *renaissance* arabe. Il se proclame dans la lignée de Gamal Abdel Nasser, l'ancien président égyptien. Ainsi, durant les cinq premières années

14 ⁴ HAIMZADEH (P.), *Au coeur de la Libye de Kadhafi*, Paris, 2011.

de son « règne », Kadhafi multipliera les tentatives d'union entre le Libye et d'autres pays arabes (Tunisie, Syrie, Egypte...) qui vont, au final, toutes échouer rapidement. Au milieu des années 1990, c'est le panafricanisme qui inspirera le « guide » libyen. En effet, c'est en 1999, alors que l'Organisation de l'Union Africaine (créée en 1963) semblait de plus en plus inefficace, que Kadhafi lance la *Déclaration de Syrte* (sa ville natale) qui débouchera en 2002 sur l'Union Africaine. Cette organisation regroupe l'ensemble des Etats africains à l'exception du Maroc⁵. Kadhafi va dès lors acquérir une représentation internationale importante qui refera à la Libye une place dans le concert des nations.

Bien que le régime du colonel Kadhafi n'aie pas fait disparaître totalement les inégalités entre hommes et femmes, ils les a cependant considérablement réduites en interdisant les mariages forcés et la polygamie, en rendant l'école obligatoire pour les jeunes filles jusqu'à 16 ans, en intégrant les femmes dans l'armée⁶ et en tentant de faire reculer la pratique du port du voile. Il considère cependant la femme avant tout comme une *femelle*, aux qualités distinctes de celles des hommes. Il est en cela très influencé par les traditions bédouines, suggérant l'homme comme le chef à l'extérieur de la tente, et la femme comme cheffe à l'intérieur de la tente. Hommes et femmes, s'ils sont égaux en droits, ont donc des *rôles naturels* différents⁷. La place de la religion dans le système libyen est d'ailleurs assez paradoxale, Kadhafi oscillant en effet entre laïcité et religion. En effet, s'il combattra l'islamisme, dénierait toute autorité politique aux chefs religieux et se targuera auprès des Occidentaux d'être une sorte de rempart contre Al-Qaïda, le Coran n'en demeure pas moins la constitution officielle de l'Etat Libyen.

⁵ *Le Maroc refusant de faire partie de l'Union Africaine à cause de l'admission de la République Arabe Sahraouie Démocratique (représentante du Front Polisario, guérilla sécessionniste du Sahara Occidental, annexé illégalement par le Maroc au moment de la décolonisation).*

⁶ *L'exemple le plus connu est la garde personnelle de Kadhafi, exclusivement féminine (ses « Amazones »).*

⁷ *Kadhafi explique dans le Livre Vert : La femme qui fait un travail d'homme est amenée à se changer en homme, délaissant ainsi son rôle et sa beauté. Elle doit jouir de la totalité de ses droits sans être obligée de se transformer en homme et de perdre sa féminité et la question n'est pas de savoir si la femme doit ou non travailler -conception d'un matérialisme ridicule-. La société doit fournir du travail à tous ses membres valides -hommes et femmes- qui en ont besoin, mais à condition que chaque individu puisse exercer son activité dans le domaine qui lui convient et ne soit pas contraint d'accomplir une tâche pour laquelle il n'est pas fait. Imposer aux enfants les conditions de travail des adultes relève de l'injustice et de la tyrannie. De même est-il injuste et tyrannique d'imposer à la femme les conditions de travail de l'homme.*

Si, au final, le système libyen apparaît comme un système unique en son genre, il n'est pas sans rappeler certains régimes existants de par le monde. En effet, les expériences des partis Baath⁸ dans le monde arabe rappellent une idéologie similaire sur certains points : régime autoritaire, panarabisme, nationalisme, socialisme non-marxiste et culte du chef de fait (bien que ce culte du chef ne soit indiqué ni dans la théorie baasiste ou jamahiriyenne) allié à une forte concentration du pouvoir dans le clan dirigeant⁹. L'idéologie de Kim Il-Sung en Corée du Nord, le Juche¹⁰, est également comparable au système libyen par une forme de socialisme se voulant différent de celui de Marx, un culte du chef de fait, un fort sentiment nationaliste et une grande propension à l'isolement sur la scène internationale. En Europe, l'intérêt politique pour le système libyen ne trouve que très peu d'échos, si ce n'est dans une certaine frange de l'extrême droite : la tendance communautariste européenne du courant nationaliste révolutionnaire. Elle se revendique de penseurs tels que Jean Thiriart¹¹. En effet, cette faible tendance, représentée par exemple par les nationaux-bolchéviques russes¹², Christian Bouchet en France¹³ ou le groupuscule PCN en

⁸ *Théorie politique imaginée par Michel Aflak (un Chrétien de Syrie) sorte de socialisme non-marxiste et panarabe, considérant l'Islam comme la plus importante création culturelle du monde arabe. On distingue le baasisme syrien (du type de celui pratiqué par Hafez et Bachar Al-Assad) et irakien (pratiqué autrefois par Saddam Hussein).*

⁹ *La concentration du pouvoir au sein de la famille (et plus largement de la tribu) du colonel Kadhafi était comparable à celle de la famille Al-Assad en Syrie (et de la minorité alaouite, secte de l'Islam chiite, en général) ou celle de la famille de Saddam Hussein (ses fils, Udai et Kussai occupant en effet de très hautes fonctions) et de sa tribu (basée dans la petite ville de Tikrit).*

¹⁰ *Nouvelle théorie politique de Corée du Nord, élaborée par l'ex-leader Kim Il-Sung, voulant dépasser le marxisme-léninisme par l'application d'une politique plus adaptée à la Corée en misant sur l'autosuffisance nationale et d'autonomie militaire. Dans les faits, le Juche s'est surtout traduit par des désastres économiques, un régime isolé du reste du monde et paranoïaque, doublé d'une dictature militaire pratiquant le culte de la personnalité à grande échelle du leader et la propagande politique.*

¹¹ *Jean Thiriart est un penseur politique né en Belgique, à l'origine du national-communautarisme européen (ou national-communisme européen), idéologie combinant nationalisme européen et nationalisme révolutionnaire. Thiriart est devenu le penseur de référence pour les nationaux-communistes d'Europe et pour une partie des nationaux-révolutionnaires.*

¹² *Parti National-Bolchévique, fort de 20000 membres et partisan d'une grande union eurasienne et d'un communisme national. Ses grands idéologues sont Édouard Limonov et Alexandre Douguine.*

¹³ *Nationaliste-révolutionnaire français, ancien théoricien d'Unité Radicale et partisan des thèses de Thiriart ayant récemment intégré l'équipe dirigeante du Front National de Marine Le Pen. Depuis la début de la crise libyenne, il a accordé un soutien critique à Kadhafi.*

Belgique¹⁴, voient d'un bon oeil les idées communautaristes et nationalistes de Kadhafi, alliées à une certaine forme de socialisme adapté au pays. Ils rêvent en fait d'une grande Europe, forte et unifiée, comme Kadhafi rêvait d'une véritable union arabe ou africaine, et soutiennent ce dernier comme rempart contre l'impérialisme américain et l'immigration africaine en Europe.

LA CRISE LIBYENNE ET SES ENJEUX

La guerre civile libyenne est à la fois semblable aux autres révoltes populaires arabes et singulières à la fois : semblable car c'est l'aspiration d'une jeunesse et de toute une nation à la démocratie qui motive cette révolte et singulière par la méthode utilisée (la violence), par la durée du conflit et par les changements pouvant être occasionnés par la chute du régime de Kadhafi. Ces trois différences majeures sont toutefois aisément explicables. La violence est utile dans ce cas-ci car, étant donné la répression massive du mouvement de contestation par les forces loyalistes, elle constitue la seule voie possible à la chute du régime. La durée, elle, s'explique par une différence fondamentale entre les présidents égyptiens et tunisiens déchus : Kadhafi a possédé longtemps le soutien d'une partie de sa population et de son armée. En effet, de par une répartition des richesses plus équitables que dans les autres pays arabes, le leader libyen a su garder le soutien d'une partie de son peuple et de son armée, ce qui explique la durée de la révolte (et de son « essoufflement »). C'est pourquoi, si les revendications des populations tunisiennes et égyptiennes portaient sur des réformes sociales autant que sur un souhait de démocratie, c'est principalement la seconde qui motive les Libyens, étant donné le caractère extrêmement répressif et violent du régime auquel ils ont eu à faire face. Enfin, le système politique mis en place par Kadhafi, la Jamahiriya, étant assez unique au monde, les changements apportés par une victoire de l'opposition populaire provoqueraient des changements sans précédents si elle choisissait de revoir entièrement le système de son ancien leader.

¹⁴ *Parti Communiste National-Européen, se basant sur les théories de Jean Thiriart. Basé à Charleroi, ce parti disposant de réseaux à Bruxelles, Paris et Sofia a mis sur pied des Comités d'Action Euro-Libyens pour défendre la Jamahiriya.*

La crise actuelle en Libye révèle les tensions qui existent (et ont toujours existé) entre les différentes tribus libyennes. Kadhafi est en effet arrivé au pouvoir à la tête d'une alliance hétéroclite de différentes tribus (principalement basées en Tripolitaine) alors que les tribus de Cyrénaïque étaient favorables au Roi Idriss I^{er}¹⁵. Kadhafi avait réglé le problème à l'époque en épousant une des filles du clan du Roi Idriss. La Cyrénaïque est dès lors rentrée dans le rang et la paix entre les tribus fut maintenue grâce aux alliances tribales et par la peur du régime et de la répression. Aujourd'hui, on remarque que ce sont majoritairement les tribus de Cyrénaïque qui se sont révoltées contre le régime (comme la puissante tribu des Warfallah), alors que celles de Tripolitaine et du Fezzan, sont majoritairement restées fidèles à Kadhafi, ou tout du moins neutres. La longue survie politique du colonel Kadhafi a tenu en fait au soutien de tribus de Tripolitaine (comme les Megharas). Si ces derniers s'étaient plus vite retournés contre le «guide» Libyen, Kadhafi n'aurait alors eu plus aucune chance de se maintenir au pouvoir. Cette option a également comporté un risque de voir la Libye soit divisée en deux (Tripolitaine et Fezzan d'un côté et Cyrénaïque de l'autre) ou éclatée selon les différentes tribus (avec de grands risques de guerres entre elles, comme ça l'était jadis). Cette possible absence d'unité condamnerait dès lors l'avenir politique de la Libye et sa survie en tant qu'Etat. La récente ténacité des bastions kadhafistes de Syrte, Beni Walid et Sebha, ainsi que les récentes émeutes pro-Kadhafi au coeur même de Tripoli font d'ailleurs encore craindre le pire quant à une réunification pacifique du pays.

La question des tribus libyennes dans la crise amène donc à se questionner, après la réflexion sur la nature de celles-ci, sur les rebelles libyens eux-mêmes. S'agit-il de « jeunes drogués ou partisans d'Al-Qaeda » (selon les dires de Kadhafi) ou de « personnes se battant pour la liberté et la démocratie » ? En vérité, les versions de l'Occident et du pouvoir libyen sont toutes deux manichéennes et ne permettent pas d'appréhender correctement la réalité de manière claire. La rébellion libyenne comprend en fait divers éléments parfois contradictoires, dont les proportions sont, à ce stade, encore difficiles à évaluer. Les rebelles libyens ne forment donc pas un groupe homogène mais constituent plutôt un ensemble hétéroclite composé d'anciens militaires de l'armée régulière de Kadhafi (dont font partie les chefs du CNT), de jeunes appartenant aux tribus de Cyrénaïque (historiquement hostiles à Kadhafi) et d'islamistes. Ce dernier

¹⁵ *Ce qui explique en partie pourquoi les insurgés de Cyrénaïque ont repris l'ancien drapeau de la monarchie comme emblème de la contestation.*

point fait l'objet de divergences profondes entre le pouvoir de Kadhafi (accusant les rebelles d'être des islamistes pour la plupart) et le CNT (affirmant que les islamistes n'ont rien à voir dans la rébellion libyenne). En réalité, si les islamistes ne sont pas aussi nombreux que ce que prétendaient Kadhafi et Saïf Al-Islam, il y a cependant bien une frange plus ou moins importante d'islamistes aux côtés des rebelles libyens. Tout d'abord, il faut signaler que la population de Cyrénaïque est beaucoup plus religieuse que celle de Tripolitaine et que certaines villes sont réputées pour être de véritables viviers d'islamistes tel le Groupe Islamique de Combat Libyen, bien implanté dans la région de Benghazi, et qui bénéficie de certaines bases de soutien. De plus, il est un fait indéniable qu'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) détient des bases dans la région de Cyrénaïque, notamment à Derna. Al-Qaïda a d'ailleurs toujours combattu le régime du colonel Kadhafi et s'est plusieurs fois positionné en faveur du renversement de Kadhafi. Par conséquent, si les islamistes radicaux ne font pas directement partie du CNT, il est un fait indéniable qu'ils combattent côte à côte le même ennemi. Seul le temps dira quelle proportion d'islamistes ou, en tout cas, d'islamisme comporte la rébellion libyenne.

Les enjeux de la chute de Kadhafi sont également importants pour les pays occidentaux pour deux raisons principales. La première est la question humanitaire car l'Occident a toujours cultivé l'ingérence à l'encontre de régimes devenant trop dangereux pour une partie de leur population (comme l'action de l'OTAN en Yougoslavie par exemple). Et il est un fait que, depuis le début du conflit, Kadhafi n'est pas tendre envers la population civile révoltée. La seconde raison est le pétrole. En effet, la Libye est le seul pays au monde avec le Venezuela à avoir son industrie pétrolière nationalisée. La chute du régime de Kadhafi pourrait permettre aux grands groupes pétroliers américains et européens de conquérir un nouveau marché et de ne plus avoir à passer par l'Etat libyen pour se fournir en pétrole. L'action de l'OTAN en Libye sert aussi de nouveau diplomatique pour certains pays comme la France et la Belgique. En effet, la France a été le premier pays à défier le régime libyen et à reconnaître le Conseil National de Transition comme représentant légal du peuple. La France se présente donc en leader et Sarkozy a voulu aussi montrer par là que la France savait prendre de grandes décisions rapidement en matière de relations et de sécurité internationale. De plus, les premières frappes françaises contre les forces de Kadhafi ont eu lieu la veille des élections cantonales françaises... La Belgique, elle, a aussi sans doute voulu montrer que même avec un gouvernement en affaires courantes, elle restait opérationnelle. Cependant, pour beaucoup, l'attitude de l'Allemagne, qui prône le refus de

la force militaire en Libye, reste une énigme. Or cette position est en réalité logique d'un point de vue géostratégique. L'Allemagne, tout comme la France pré-sarkozyste, se tenait au cours des dernières années en retrait de la politique internationale menée par les Etats-Unis, préférant à ce titre créer un axe Paris-Berlin-Moscou, plus *européen* et moins *atlantiste*¹⁶. Cet axe a notamment été visible en 2003, lors de la guerre en Irak où la France (par l'intermédiaire du gaulliste Dominique de Villepin), Angela Merkel et Vladimir Poutine ont refusé de prendre part au conflit.

Les événements de Libye intéressent aussi directement Israël. En effet, l'Etat hébreu est directement concerné par la chute du régime de Kadhafi si jamais le spectre de la menace islamiste apparaissait en Libye. Cependant, la chute de cet ennemi traditionnel d'Israël resterait une bonne nouvelle pour ce pays. De fait, après la chute de Ben Ali et surtout après celle de Moubarak, Israël risquait de trouver plus instable sa situation géopolitique. En effet, les Israéliens courent un risque si jamais les nouveaux pouvoirs tunisiens et égyptiens revoyaient leur politique étrangère en devenant anti-américains. Ils menaceraient alors directement Israël qui risquerait de se retrouver au milieu d'une ligne anti-sioniste, composée dès lors de la Tunisie, de la Libye qui est traditionnellement hostile à Israël et de l'Egypte où un revirement en matière de politique extérieure n'est pas impossible notamment avec la haine des égyptiens pour Israël et l'influence politique des Frères Musulmans, à l'Ouest et du Liban où la coalition menée par le Hezbollah (composée de musulmans chiites et également d'une minorité de Chrétiens) est violemment anti-sioniste et de la Syrie où le régime baath syrien de Bachar Al-Assad est également l'ennemi traditionnel de l'Etat hébreu, à l'Est.

Le monde arabe suit évidemment avec attention le cours des événements en Libye. Kadhafi a toujours échoué à trouver des alliés solides dans le monde arabe et a dû renoncer plusieurs fois à ses rêves de panarabisme¹⁷. Il a en outre en effet cultivé l'art de se faire haïr par les islamistes (que ce soit les whaabites d'Arabie Saoudite ou Al Qaeda au Maghreb Islamique¹⁸), ce qui lui a d'ailleurs

¹⁶ Il convient à cet égard de rappeler que c'est depuis l'arrivée à la présidence de Nicolas Sarkozy que la France fait partie de l'OTAN.

¹⁷ Les différentes tentatives d'union entre la Libye et certains pays arabes (tels l'Egypte, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Syrie...) ont toutes avorté ou ont été dissoutes.

20 ¹⁸ AQMI, anciennement «Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat».

valu une certaine bienveillance temporaire dans les pays occidentaux ces dernières années¹⁹. Il s'agit donc de voir si ce pays va suivre l'exemple de ses voisins tunisiens et égyptiens, et se lancer dans la voie de la démocratisation et de la prise de conscience démocratique. La chute du colonel pourrait également redynamiser l'essor des révoltes dans le monde arabe.

La chute du colonel Kadhafi a également une importance relative dans les pays d'Afrique *noire*. Depuis un certain nombre d'années, la Libye a investi massivement en Afrique grâce à la manne de pétrodollars dont elle est bénéficiaire. La Libye a dépensé des sommes considérables dans de vastes réseaux de télécommunication²⁰, la presse²¹, l'industrie, l'agriculture... Le «guide» libyen a ainsi soutenu, avec la France, le président Idris Déby²² au Tchad via des investissements et des livraisons d'armes, les présidents Boni Yayi au Bénin et Amado Touré au Mali par des investissements importants dans l'aménagement du territoire et l'agriculture, ainsi que d'autres pays d'Afrique : Togo, Ouganda, Zambie, Burkina-Faso... Le total des investissements libyens en Afrique subsaharienne s'élèverait à plus de 5 milliards d'euros (dont 350 millions pour la seule année 2009). Mais si la chute de Khadafi risque d'entraîner une baisse importante des investissements, elle pourrait aussi être une bonne nouvelle pour certains, comme le président soudanais Omar El-Béchir, Kadhafi soutenant en effet massivement les rebelles du Darfour.

Durant la conflit, Kadhafi s'est retrouvé, comme souvent d'ailleurs, fort isolé. Au point de vue international, ses seuls derniers soutiens étaient les partisans d'une Amérique du Sud néo-bolivarienne : Hugo Chavez, Evo Morales et Fidel Castro. En effet, le président vénézuélien a toujours soutenu Kadhafi du point de vue des relations internationales. Il le perçoit comme un possible allié dans la lutte tiers-mondiste et anti-impérialiste qu'il entend mener. De fait, en matière de relations internationales, Chavez fait feu de tout bois en considérant systématiquement que «l'ennemi de mon ennemi (les Etats-Unis dans ce cas-ci) est mon ami». Cette rhétorique l'amène d'ailleurs à soutenir le très conservateur président iranien Mahmoud Ahmadinéjad.

¹⁹ La Libye a d'ailleurs été le premier pays à lancer un mandat d'arrêt international contre Oussama Ben Laden.

²⁰ Tel Green Networks.

²¹ Avec notamment la radio Africa NI au Gabon et le groupe Panapress.

²² Soutenu par la France.

CONCLUSION

La Jamahiriya, le système politique, semble amenée, de toute façon, à évoluer vers un modèle plus libéral à court ou moyen terme. De fait, bien qu'elle ait eu certains effets positifs, elle ne répond pas suffisamment aux attentes du peuple. Kadhafi lui-même croyait de moins en moins à ce mode de gouvernement qu'il voulait universel. Dès 1988 d'ailleurs, il ne cesse d'*aménager* son système politique et son fils, Saïf Al-Islam, désigné auparavant comme son probable successeur, tenait d'ailleurs à se montrer en réformateur. Etant donné la victoire des rebelles, il y a tout lieu de croire que la Libye va être amenée à changer radicalement.

De même, la révolution libyenne étant parvenue à renverser le pouvoir autocratique de Mouammar Kadhafi, ce fait historique a plus l'aspect d'une révolution que les chutes des gouvernements tunisiens et égyptiens. En effet, le mot *révolution* signifie le « *renversement violent d'un régime politique* ». La prise de pouvoir par l'opposition est dès lors plus révolutionnaire que celle de ses homologues tunisiens et égyptiens, et ce pour deux raisons majeures. La première car la révolte libyenne se fait uniquement par la voie de la violence, étant donné le soutien dont bénéficie encore le système de Kadhafi dans une partie de son armée et de son peuple, alors que les chutes de Ben Ali et de Moubarak se sont déroulées de manière plus pacifique. La seconde est que les changements en termes de politique, d'économie ou de relations internationales dus à un renversement du régime libyen seraient bien plus importants que ceux qui se déroulent actuellement en Tunisie et en Egypte.

Aujourd'hui, la Libye est à la croisée des chemins. Et quel que soit le mode de gouvernement qui émergera de la révolte libyenne, il devra compter sur de très nombreux facteurs, que ce soit au niveau économique (le pétrole et ses enjeux), les relations internationales (ouverture possible de la Libye au niveau mondial et normalisation des relations avec le reste du monde), tensions internes (islamisme, tribalisme, etc.)... C'est à tous ces problèmes que le vainqueur de la révolte populaire devra faire face. Et cela, il ne pourra le faire qu'en construisant sur les ruines de la Jamahiriya libyenne un Etat réellement démocratique et respectueux des droits de l'homme. Toutefois, si de nouvelles valeurs telles que l'ouverture, la démocratie et le respect des droits de l'homme doivent absolument émerger, il sera néanmoins important de conserver certains acquis de l'ère Kadhafi : droits sociaux, accès à l'éducation et à la santé, et laïcité. Ces nouvelles acquisitions humanistes et démocratiques, alliées à de riches ressources naturelles et au système social en place, pourraient lancer la Libye sur la voie de la prospérité, de la liberté et de la paix.

BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE

- BURGAT (Fr.) et LARONDE (A.), La Libye, Paris, 2000.
- BESSIS (J.), La Libye contemporaine, Paris, 1986.
- COLOT (P.), La Libye indépendante. Le système politique, Louvain-la-Neuve, 1971.
- EL KADHAFI (M.), Le Livre Vert, Tripoli, 1984.
- ELLEBOUDT (S.), La politique extérieure de la Libye, Louvain-la-Neuve, 1983.
- HAIMZADEH (P.); Au coeur de la Libye de Kadhafi, Paris, 2011.
- Jeune Afrique, n. 1617, Paris, Mars 2011.
- KADER (B.), La Libye : révolution précoce, régime féroce, dans Humanisme et solidarité, n. 20, 20/04/2011, p. 17-20.

- <http://www.20minutes.fr/>
- <http://www.dhnet.be/index.php>
- <http://hdrstats.undp.org/>
- <http://humanite.fr/>
- <http://www.lefigaro.fr/>
- <http://www.monde-diplomatique.fr/>
- http://www.rikcoolsaet.be/files/art_ip_com/MO_20110326.pdf
- <http://www.rue89.com/>
- <http://www.tayyar.org/>

Auteur : Julien Milquet
Octobre 2011

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be